

DISCOURS D'OUVERTURE DU PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

lu par **M. Édouard FRITCH**, Vice-Président,
Ministre de la Mer, du Développement des Archipels et des Postes et Télécommunications

Mesdames et Messieurs,

Le Président du Gouvernement de la Polynésie française qui ne peut être parmi nous aujourd'hui m'a demandé de me faire l'écho de l'attention que porte le Gouvernement au problème du Miconia.

En juin 1992, le premier sommet mondial sur la planète Terre, communément appelé conférence de Rio, a porté sur la scène publique, la notion de "biodiversité" jusqu'alors connue des seuls scientifiques.

Si les résolutions prises alors, ont malheureusement peu été suivies d'effets, elles ont eu le mérite de souligner l'enjeu que représente la conservation de la diversité biologique et les dangers auxquelles elle est soumise.

Le message délivré, ne préconise pas de figer l'état d'une nature idéale, mais propose d'accompagner son évolution dans un souci de développement maîtrisé et durable.

L'histoire du progrès humain est en premier lieu l'histoire de la domestication de la nature, de son adaptation contrainte au développement de la vie humaine.

Nos ancêtres n'ont-ils pas apporté lors des premiers peuplements de la Polynésie des espèces animales et végétales qui n'existaient pas, modifiant ainsi fondamentalement l'ordre naturel préexistant ?

Ce qui est nouveau, c'est le pouvoir exorbitant d'hypothéquer l'avenir par nos actes présents, que nous donne depuis peu notre degré de développement.

En un siècle, l'humanité a libéré des forces capables d'influer sur les grands phénomènes de la Nature.

Ainsi le climat de la planète, en raison d'une production artificielle de gaz carbonique, connaît un réchauffement significatif qui renverse la tendance naturelle à la glaciation.

Ainsi 50 000 espèces animales et végétales disparaissent chaque année en raison d'une activité humaine incontrôlée qui dilapide le capital accumulé par des centaines de millions d'années d'évolution.

Malgré une prise de conscience naissante, ces phénomènes sont encore insuffisamment connus du grand public et mal appréciés des autorités qui ne mesurent pas pleinement les effets qu'ils portent en germe.

La submersion des basses terres, la fragilisation de l'agriculture, les changements climatiques, la rupture des équilibres écologiques et leur cortège de désordres économiques et sociaux, sont autant de bouleversements à venir dont la gestion devrait commencer dès aujourd'hui.

Les invasions biologiques sont moins spectaculaires. Elles n'en représentent pas moins un risque écologique majeur, de nature à mettre en cause les écosystèmes les plus fragiles.

Lors de la conférence internationale sur les espèces végétales introduites qui s'est tenue en juillet 1996 en Norvège, les experts ont estimé que les invasions d'"aliens" constitueront au prochain siècle, la première menace pour la biodiversité, avant même la perte d'habitat.

Leur coût économique pour les seuls États-Unis a été évalué à plus de 100 Milliards de dollars.

De nombreux exemples dans l'histoire ont démontré que la nature est parfois capable de rétablir d'elle-même les équilibres menacés. Des expériences d'éradication de plantes indésirables ont réussi en Afrique du Sud, en Nouvelle-Zélande ou en Australie. Mais je sais que le pessimisme l'emporte chez les scientifiques, compte tenu de l'ampleur des phénomènes récents, et du peu d'écho qu'ils suscitent auprès des autorités. Leur contrôle nécessite pourtant des moyens multidisciplinaires importants, coordonnés et pérennes.

L'envahissement sans partage de la Méditerranée par l'algue *Caulerpa taxifolia* depuis 1984, peut hélas valoir de modèle, tant par son intérêt scientifique, que par l'insuffisance de sa prise en compte par les autorités.

En Polynésie française, la gestion maîtrisée du patrimoine naturel est sans doute une matière encore plus sensible qu'ailleurs.

La superficie du Territoire est réduite, son écosystème insulaire fragile, enfin, sa population connaît une très forte croissance, ses plus grandes richesses sont issues d'une nature encore généreuse.

Vous le savez, la Polynésie française tire l'essentiel de ses ressources propres du tourisme, de la perle noire et de la pêche, qui sont des secteurs d'avenir, porteurs de croissance et d'une plus grande indépendance économique.

L'engouement pour les substances naturelles exotiques ou dotées de vertus remarquables, ouvre également des opportunités non négligeables à l'économie polynésienne. Le jus de Nono (*Morinda citrifolia*), le Kava (*Piper methysticum*), l'huile de Tamanu (*Calophyllum inophyllum*) et bien d'autres huiles essentielles, peuvent trouver auprès de la vanille, une place privilégiée dans l'activité exportatrice de la Polynésie française, si tant est que l'exigence de qualité imposée par les marchés internationaux est respectée.

Mais toutes ces perspectives de développement ne deviendront concrètes que dans le cadre d'une gestion maîtrisée des ressources naturelles qui en sont à l'origine.

L'organisme de protection de l'environnement "Conservation Internationale" classe hélas la Polynésie parmi les 17 points chauds du globe qui connaissent les atteintes les plus graves à la biodiversité.

L'histoire des invasions biologiques en Polynésie française est riche et ancienne. Loin d'être exhaustif, je citerai parmi les introductions récentes particulièrement nuisibles, le Nono des plages (*Culicoïdes belkini*) importé en 1959 des îles Fidji, qui hante les plages des Iles-Sous-le-Vent et des Tuamotu, et portant préjudice aux activités touristiques. Je citerai le Merle des Moluques (*Acridotheres tristis*), qui pullule dans les îles de la Société. Je citerai l'escargot carnivore *Euglandina rosea* introduit en 1974 en provenance de Guam, qui a

dores et déjà entraîné la disparition de 9 espèces de *Partula* à Moorea et de nombreuses autres espèces dans les îles de la Société.

Le *Miconia* (*Miconia calvescens*) qui nous réunit aujourd'hui, a été introduit en 1937 comme plante ornementale. En s'échappant du jardin botanique de Papeari auquel il était destiné, il a entamé une lente mais régulière invasion des régions humides de montagne.

Je laisserai aux intervenants scientifiques le soin de nous décrire son degré de prolifération, particulièrement alarmant sur l'île de Tahiti, et ses conséquences catastrophiques sur la flore locale.

Je veux pour ma part, illustrer mes précédents propos, en soulignant les risques graves qu'entraîne l'expansion hégémonique du *Miconia* sur l'activité touristique dépendante de la beauté du paysage, sur l'agriculture et sur la qualité de notre cadre de vie qui fait l'attrait de la Polynésie.

Dès 1988 le gouvernement du Territoire a mis en place avec la collaboration précieuse de l'ORSTOM les premiers programmes de recherche destinés à mieux identifier le phénomène.

Des campagnes d'arrachage sont régulièrement entreprises depuis 1992 aux Iles-Sous-le-Vent, par les agents du Service du Développement Rural, avec le concours essentiel et jamais démenti des Forces Armées.

Amiral, soyez en remercié très chaleureusement et vos hommes avec vous.

Plus récemment enfin, dans le cadre du contrat de développement, le Gouvernement de la Polynésie française a conclu avec l'État de Hawaii et son département d'agriculture, dont une délégation est présente aujourd'hui, un accord de coopération sur un programme de lutte biologique, porteur d'espoir.

Il s'agit là d'un remarquable exemple de coopération régionale, où chacun, en fonction de ses moyens, apporte une contribution utile. La Polynésie française est représentée par le Docteur Jean-Yves MEYER, jeune chercheur polynésien, cheville ouvrière des programmes de lutte contre le *Miconia*, qui a effectué un post-doctorat à l'Université de Hawaii et assure le lien avec les chercheurs hawaiiens.

La conférence d'aujourd'hui initiée et organisée par le Ministère de la Recherche et le Centre ORSTOM de Tahiti, dont la coopération a été constante depuis 1988, participe également à la démarche d'ensemble du Gouvernement.

Mais l'effort de ce dernier doit être poursuivi et renforcé car le fléau est loin d'être maîtrisé. Récemment des plants de *Miconia* ont été découverts aux îles Marquises, laissant craindre le développement d'un nouveau foyer d'infestation si des mesures immédiates et vigoureuses ne sont pas prises par les autorités locales.

La prise de conscience de la gravité du phénomène ne doit pas en effet se limiter aux seules autorités du Gouvernement de la Polynésie française. Les communes à l'échelon local, ont un rôle prépondérant à jouer. Je souhaite qu'elles en soient convaincues et qu'elles s'en donnent les moyens. Les associations, comme les particuliers, doivent également participer à l'éradication d'un phénomène qui nous concerne tous, et ne peut être abandonné à la seule responsabilité du Territoire.

Le Ministère de la Recherche a demandé à la Délégation à la Recherche, qui assure un rôle pilote dans ce dossier, de réfléchir à la mise en place prochaine, d'un comité technique territorial de lutte contre le Miconia.

Ce comité aurait pour vocation de mieux sensibiliser l'ensemble des partenaires concernés, de favoriser leur implication financière ou humaine, de coordonner les actions et de proposer au gouvernement un plan d'action à moyen terme, chiffré. Son champ d'investigation ne devra exclure aucune orientation qu'il s'agisse de recherche, de campagnes d'arrachage, d'information et de formation, ou de dispositions réglementaires contraignantes.

Je ne doute pas à cet égard que les exposés scientifiques et techniques qui seront présentés au cours des premières journées du colloque sauront faire avancer utilement notre réflexion.

Mesdames et Messieurs, je veux terminer mon propos qui je l'espère n'aura pas été trop long, en remerciant nos partenaires qui ont permis l'organisation de cette manifestation.

A leur premier rang figurent le Ministère de la Recherche, la Délégation à la Recherche, le Centre ORSTOM de Tahiti et l'Institut Mathilde Frébault qui nous fait l'honneur de nous accueillir dans ses locaux.

Mesdames et Messieurs, je vous souhaite une bonne conférence et de fructueux débats.

Merci à vous.